

ROYAUME DU MAROC

Ministère délégué auprès du Ministre de
l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement
et de l'Economie numérique chargé du
Commerce extérieur



المملكة المغربية

الوزارة المنتدبة لدى وزير الصناعة
والتجارة والاستثمار والاقتصاد الرقمي
المكلفة بالتجارة الخارجية

Profil économique et commercial des pays de l'UMA



Contenu

Synthèse	3
1. Environnement économique	4
1.1. Cadre des affaires	4
1.2. Performances économiques et financières	5
2. Commerce extérieur	8
2.1. Cadre réglementaire des relations commerciales	8
2.2. Echanges commerciaux de l'UMA avec le reste du monde	9
Structure et destination des exportations de l'UMA	9
Structure et origine des importations de l'UMA	10
2.3. Echanges commerciaux Maroc-UMA	10
3. L'UMA : Une intégration commerciale à renforcer	13

Synthèse

Après la création de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), signée à Marrakech le 17 février 1989, les pays du Maghreb ont connu des transformations politiques et économiques importantes et profondes. Cette union a pour autres objectifs de renforcer les liens de fraternité qui unissent les Etats membres et leurs peuples, de réaliser le progrès et la prospérité des sociétés qui les composent et la défense de leurs droits. Dès lors, les pays de l'UMA ont conclu des conventions portant sur les aspects commerciaux et tarifaires et l'échange de produits agricoles. Dans ce cadre, les pays membres ont engagé des négociations, en vue de la mise en place d'une zone de libre-échange maghrébine pour une intégration sur tous les domaines de l'activité économique. Cet accord a été paraphé par les ministres du commerce en 2010, mais depuis lors, il n'a jamais été signé. Il est à signaler que les accords commerciaux et tarifaires bilatéraux qui étaient conclus avec l'Algérie, la Libye et la Mauritanie demeurent d'application.

Depuis 2011 et après le printemps arabe et les mutations politiques qui il a généré notamment en Tunisie et en Libye conjugué aux attentats terroristes, la situation économique et le climat des affaires se sont beaucoup dégradé. En effet, et selon le classement de Doing Business de la banque mondiale édition de 2016. Hormis la Tunisie et le Maroc les leaders de la région qui ont gagné une place et 5 places respectivement, les autres pays figurent dans le bas de la liste, l'Algérie (163e rang), la Mauritanie (168e rang) et la Libye (188e).

Dans le même sens, En 2015, la situation économique dans la majorité des pays du Maghreb s'est dégradée. A l'exception du Maroc qui a gagné presque 3 points de sa croissance les autres pays maghrébins ont connu des baisses de leurs croissances.

Ainsi, L'économie marocaine a réalisé une bonne performance en 2015, avec une croissance estimée à 4,9 % selon le FMI. L'année 2015 a été particulièrement marquée par les bonnes performances du secteur agricole dont le taux de croissance approchait les 13%. La croissance hors agriculture serait également en hausse. Quant aux prévisions de l'économie marocaine pour 2016, elles pourraient être moindres en raison d'une campagne agricole en baisse.

En revanche, l'économie tunisienne a été fortement impactée par les retombés négatifs des attentats de Sousse de juin 2015, dans la mesure où l'économie du pays se base dans une large mesure sur les services qui représentent près de 60% du PIB et emploie près de la moitié de la population active tunisienne notamment, le tourisme.

D'ailleurs, l'économie algérienne est largement dépendante des recettes des exportations des hydrocarbures qui représentent environ 98% des exportations globales, 45% du PIB et 60% de l'ensemble des recettes fiscales de l'Etat. Une telle situation accentue la vulnérabilité de l'économie algérienne qui demeure sensible à la volatilité des cours internationaux des hydrocarbures.

Depuis 2011, la situation économique libyenne est secouée, à la fois, par des tensions politiques et d'insécurité accrue, et par la baisse des cours des hydrocarbures depuis 2014. Vue sa dépendance

au secteur pétrolier, l'économie libyenne est totalement dépendante des perturbations des cours des hydrocarbures. Une telle conjoncture pèse lourdement sur la croissance économique libyenne. En effet, et après s'être contracté de plus de 62% en 2011, puis redressé, le PIB a enregistré en 2014 une nouvelle année de contraction, avec une baisse de 24%. Les estimations du FMI pour 2015 envisagent une baisse de 6% et un retour de la croissance en 2016, avec un taux de 1,9%.

Sur le plan commercial, l'UE est le premier partenaire de l'UMA, avec 67,5% du global exporté par la zone, et 55% du celui importé.

Au niveau des échanges bilatéraux, la balance commerciale avec les pays de l'UMA est déficitaire au détriment du Maroc. Ce déficit a enregistré une hausse annuelle de 9% sur la période 2009-2014.

Au titre des neuf premiers mois de 2015, nos exportations à destination du Maghreb Arabe se sont appréciées de 14% ou de 1 milliards de dirhams, au moment où les importations ont connu un recul de 26% ou de 2 milliards de dirhams, entraînant ainsi une baisse significative du déficit commercial de l'ordre de 46% ou de 3 milliards de dirhams par rapport à 2014.

Les principaux produits exportés vers l'UMA sont les produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés (5% des recettes d'exportation). En deuxième position se trouvent les réservoirs, bouteilles et futs métalliques, avec une part de 4% par rapport à l'année 2014, les vêtements confectionnés qui ont enregistré une hausse remarquable de 83 millions de dirhams, et interviennent avec une part de 4% des exportations totales vers les pays de l'UMA. Les importations sont constituées quant à elles à hauteur de 72% du gaz de pétrole et autres hydrocarbures.

En ce qui concerne la coopération commerciale entre les pays du Maghreb, elle demeure très faible et enregistre les taux de développement les plus bas aussi bien sur le plan multilatéral qu'au niveau bilatéral. Chaque pays préfère négocier seul avec des partenaires étrangers.

Cette situation n'est guère bénéfique surtout dans un contexte de renforcement des groupements économiques régionaux et des alliances géostratégiques contre la prolifération des menaces sécuritaires de tous genres.